

États-Unis, Turquie,
Union européenne,
Russie, Chine, France...

L'OTAN

Quel avenir pour l'Alliance ?



RIVALITÉS ÉTATIQUES DANS L'ESPACE NUMÉRIQUE

En partenariat avec



POINTS CHAUDS

Taïwan, Togo,
Kazakhstan,
Argentine, Uruguay...

CONFLITS

La Turquie d'Erdogan :
du borbier syrien
au chaos libyen

HISTOIRE

Le génocide
assyro-chaldéen
de 1915



Retrouvez-nous sur Areion24.news

L 17341 - 103 - F - 9,80 € - RD



07 / AGENDA



08 / CARTOGRAPHIE

→ 08 – Timor oriental : un État pétrolier aux portes de l'ASEAN



10 / POINTS CHAUDS

- 12 – ANALYSE Taïwan : l'invention sous contrainte d'un nouveau modèle de puissance ?
18 – ANALYSE Câbles, routes et infrastructures numériques : au cœur des rivalités internationales
23 – ENTRETIEN Argentine – Uruguay : portraits croisés des deux nouvelles présidences
28 – ANALYSE Togo : le pays reste sous la coupe de Faure Gnassingbé
33 – ANALYSE Kazakhstan : quelle transition post-Nazarbaïev ?



38 / OTAN : QUEL AVENIR ?

- 40 – ANALYSE La « défense du hérisson » : de la naissance de l'OTAN à l'intervention en Afghanistan (1949-2003), les évolutions d'une organisation de sécurité collective originale
44 – CHRONOLOGIE L'OTAN depuis le 11/9/2001
45 – FOCUS La structure de l'OTAN
46 – CARTOGRAPHIE L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord dans le monde
48 – ENTRETIEN L'OTAN a fêté ses 70 ans à Londres... et après ?
51 – PORTFOLIO Les exercices de l'OTAN : tests de crédibilité ?
52 – ANALYSE L'OTAN vue de Washington : une alliance en pleine redéfinition stratégique
57 – TABLEAU DE BORD Quels budgets de défense pour les membres de l'OTAN ?
58 – ENTRETIEN OTAN : que veut la France ?
61 – ANALYSE La Turquie et l'OTAN : une alliance sous hypothèque
64 – PORTFOLIO La Géorgie attend toujours son adhésion à l'OTAN
65 – ANALYSE OTAN-Russie, quelles relations depuis 1991 ?
68 – ENTRETIEN L'OTAN vue de Chine



70 / CONFLITS

- 72 – ANALYSE Du conflit syrien au conflit libyen : le positionnement complexe de la Turquie au Proche-Orient et en Méditerranée orientale
78 – ANALYSE Syrie : quel rôle pour les femmes dans le processus de paix ?
83 – PORTFOLIO Quand les femmes participent aux processus de paix...



84 / HISTOIRE

- 85 – ANALYSE L'année de l'épée : le génocide assyro-chaldéen sous l'Empire ottoman (1915-1918)



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 – CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



96 / LECTURES



En partenariat avec



FESTIVAL DE
GÉOPOLITIQUE
Les mondes en devenir

analyse

Par **Amaël Cattaruzza**,
professeur des universités,
Institut français de
géopolitique, université
Paris 8.

Photo ci-dessus :

À la fois technologique (pour améliorer la rapidité des connexions et affirmer sa puissance), économique (pour couvrir les zones d'intérêt commercial) et militaire (pour protéger au mieux ces infrastructures devenues vitales et détenir les meilleures options de cyberguerre), la compétition des États pour la maîtrise des routes sous-marines et terrestres de l'Internet n'a rien de virtuel !
(© alphspirit/Shutterstock)



Câbles, routes et infrastructures numériques : au cœur des rivalités internationales

Depuis la fin des années 2000, une territorialisation du numérique est en marche, aux niveaux juridique et technique, avec des pays comme la Russie ou la Chine, qui investissent des sommes considérables pour contrecarrer la domination américaine.

Qu'il est loin le temps où les technologies numériques suscitaient l'espoir de l'avènement d'un monde sans frontières dans lequel les rivalités interétatiques céderaient la place à un « village global » ! Le contrôle du transit et de la localisation des données, par la possession des câbles terrestres ou sous-marins ainsi que des *data centers* et l'ascendant technologique sur les normes techniques du cyberspace sont autant de facteurs d'une nouvelle rivalité internationale au cœur du numérique.

Les câbles sous-marins nous offrent un exemple concret pour illustrer la dimension géopolitique des infrastructures matérielles du cyberspace, car ils sont cartographiables, et 95 % du transit des télécommunications et des données internet

mondiales passent à un moment ou à un autre par ces câbles. L'importance géopolitique de ces « routes numériques », et en particulier celle des grandes dorsales de l'Internet (en anglais, les « *Internet backbones* ») est aujourd'hui majeure, et ces infrastructures, qui sont au cœur des préoccupations étatiques, font l'objet d'une surveillance accrue. À côté de ces « tuyaux numériques », les centres de données ou « *data centers* », sont aussi des enjeux centraux pour les États, afin de garder le contrôle sur leurs données stratégiques (données personnelles, industrielles, etc.). Enfin, les normes techniques sont également devenues un domaine de concurrence exacerbée sur la scène internationale, comme l'illustre la rivalité entre les États-Unis et la Chine sur la question des technologies 5G.



Les câbles, nouvel enjeu de rivalités interétatiques

Ainsi, un objet aussi banal qu'un câble peut devenir dans le domaine numérique source de tensions diplomatiques. En 2015, un litige entre la Russie et les États-Unis avait éclaté du fait de la présence d'un bâtiment océanographique russe, le Yantar, à proximité des câbles sous-marins desservant les côtes américaines (1). Équipé de deux bathyscaphes, ce navire serait réputé pour être un bateau-espion russe spécialisé dans la collecte d'informations sous-marines. En 2015, il avait ainsi été détecté par les services de sécurité américains près de la base navale sous-marine de King's Bay, dans l'État de Géorgie. Plus tard, il a été remarqué le long des côtes canadiennes à faible distance de câbles sous-marins. En 2016, alors qu'un fournisseur d'accès internet syrien se voyait d'un seul coup plongé dans le noir numérique, privant les populations civiles de l'accès à Internet et aux réseaux sociaux, le Yantar était de nouveau localisé dans la région. Certains

géographes de ces câbles qui permettent le transit des données et peuvent faire l'objet de sabotage ou d'espionnage. Les soupçons d'espionnage par la captation de données ou le sabotage des câbles sous-marins sont devenus un leitmotiv récurrent de la presse internationale. En février 2020, une partie de la presse irlandaise révélait que les services de sécurité nationaux soupçonnaient que des agents secrets russes puissent saboter les câbles au large des côtes de l'île. Quelle que soit la véracité de ces allégations, ces articles montrent le caractère désormais très sensible et stratégique des infrastructures numériques, et des « routes de l'Internet ».

Influence et rapports de force derrière la géographie des câbles

Or la carte des câbles sous-marins est très parlante, car elle révèle une certaine « géographie du pouvoir » dans le cyberspace, avec une donnée majeure qui est la centralité des États-Unis [voir carte p. 20]. De fait, que ce soit sous l'océan

Atlantique ou Pacifique, ou encore au large des côtes du continent américain, cette position centrale américaine saute aux yeux à la première lecture. Elle permet au pays d'être un nœud incontournable dans l'ensemble des flux mondiaux de données et, encore aujourd'hui, une grande partie des données envoyées dans le monde passent par les États-Unis, alors même que ce trajet semble ne pas être géographiquement le plus direct ni le plus court pour relier un point A et un point B. De fait, ce « détour géographique » n'en est pas un d'un point de vue technique. En effet, la qualité et le haut niveau de technicité des infrastructures américaines permettent la plupart du temps un transfert des données plus rapide que si celles-ci avaient transité par un trajet physiquement plus court. Cette situation d'hégémonie technologique conforte la centralité des États-Unis, puisqu'elle incite les routeurs, qui définissent automatiquement les trajectoires en fonction des délais les plus rapides, à orienter les flux vers leur territoire.

Néanmoins, au cours de la dernière décennie, plusieurs projets de mise en place de nouveaux câbles ont émergé pour tenter d'éviter le transit des données via les États-Unis. Ainsi, des routes alternatives ont été créées, comme le câble Alba 1 en 2013 qui relie Cuba et le Venezuela. Plusieurs câbles ont été par ailleurs installés entre l'Amérique latine

“ La carte des câbles sous-marins est très parlante, car elle révèle une certaine « géographie du pouvoir » dans le cyberspace, avec une donnée majeure qui est la centralité des États-Unis. ”

États caractérisés par des architectures de connexions restreintes, avec peu de points d'entrée, peuvent ainsi se retrouver privés d'accès à Internet, comme ce fut le cas en Algérie en 2015 ou plus récemment en Iran, à l'automne 2019 (2). Derrière ces observations, que l'on croirait tout droit sorties d'un film de James Bond, se cachent de réelles préoccupations géopolitiques pour les États, qui perçoivent de plus en plus l'espace numérique, et ses infrastructures physiques, comme un nouveau lieu d'affrontement, de concurrences et de menaces interétatiques. De fait, depuis les révélations d'Edward Snowden à l'été 2013, qui ont décrit la manière dont la NSA, à travers les programmes Upstream et Tempora, a pu mettre en place des pratiques de captation massive de données en profitant des câbles transitant sur le territoire américain, les États sont désormais très sensibles à la



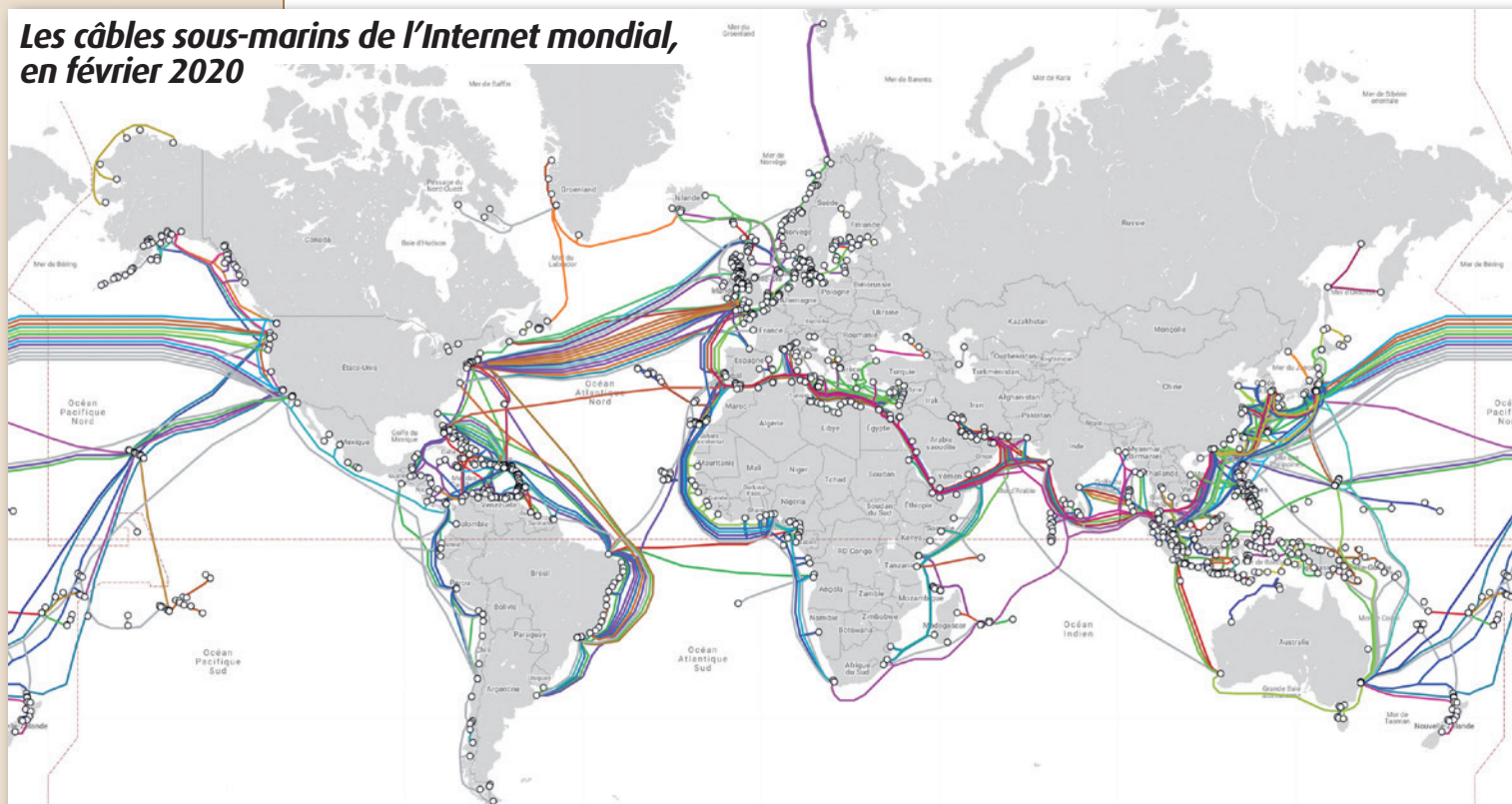
Photo ci-dessous :

Navire câblant installant le câble SACS dans l'Atlantique, entre le Brésil et l'Angola, en août 2017. Entré en service en septembre 2018, ce câble sous-marin de 6165 km relie pour la première fois le continent Africain à l'Amérique du Sud sans passer par les États-Unis et l'Europe. Malgré les efforts de certains pays pour s'affranchir de l'hégémonie américaine, 95 % des flux mondiaux de données passent encore par le territoire américain, selon la NSA, l'agence de renseignement américaine. (© Mrgomez/Shutterstock)



Points chauds

Les câbles sous-marins de l'Internet mondial, en février 2020



Ci-dessus :

En 2019, on recensait plus de 400 câbles sous-marins dans le monde, pour un total de 1,3 million de kilomètres au total. Au-delà de la domination américaine, la carte révèle la montée en puissance de la Chine, qui a massivement investi pour relier les mégapoles asiatiques et dans des projets en Afrique, dans le cadre du volet numérique de son projet « Une ceinture, une route » (« Digital Silk Road »). (© Submarinecablemap.com/Telegeography)

“ Cette concurrence internationale ne concerne pas que les États. Les acteurs privés s'intéressent de plus en plus au marché câblé. Mais, dans ce secteur, l'investisseur principal reste Google. ”

et l'Afrique, comme le South Atlantic InterLink (SAIL), long de plus de 6000 km, qui relie depuis août 2018 le port de Kribi au Cameroun et la ville de Fortaleza au Brésil, ou encore le South Atlantic Cable System (SACS) qui relie le Brésil et l'Angola. Ces connexions directes permettent aux régions concernées de s'affranchir du passage par les nœuds américains et européens. Le Brésil se retrouve ainsi au cœur d'un réseau de câbles qui, à plus large échelle, avait pour volonté de relier entre eux les fameux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Ce projet colossal de « câble des BRICS », qui devait couvrir plus de 34 000 km de distance entre le Brésil, l'Afrique du Sud, la Russie, l'Inde, Singapour et la Chine, était annoncé en 2014 à Fortaleza, mais est finalement en suspens depuis 2015, faute de financement. Il illustre néanmoins la volonté pour ces États de diversifier les routes numériques afin de réduire l'influence de la plate-forme américaine, sans perte d'efficacité. Dans une autre région, les mêmes questions se posent autour du réseau de câbles terrestre Transit Europe-Asia (TEA), qui

relie le Japon et l'Europe en passant par la Chine, et par la Russie. Le principal opérateur gérant ce réseau est le russe Rostelecom, du fait de la longueur des câbles passant par le territoire russe. Cette position donne à la Russie un ascendant politique et technique sur le transit des données via le TEA. Pour conforter cet avantage stratégique, Rostelecom a d'ailleurs investi en 2018 pour doubler les capacités de débit du réseau TEA. Néanmoins, les pays du Caucase et d'Asie centrale ont récemment affirmé leur volonté de ne plus dépendre exclusivement du TEA pour leur accès à l'espace numérique mondial. L'Azerbaïdjan a signé des accords en mars 2019 avec le Kazakhstan, et en novembre 2019 avec le Turkménistan, pour déposer deux câbles de fibre optique sous la Caspienne, et ainsi éviter le territoire russe. Ce projet de TransCaspian Fiber Optic devrait être terminé en 2021 ou 2022.

Vers une privatisation du système câblé ?

Et cette concurrence internationale ne concerne pas que les États. En effet, les acteurs privés s'intéressent de plus en plus au marché câblé. Plusieurs câbles ont ainsi été pris en charge, au moins en partie, par les GAFAM, dont le Marea reliant les États-Unis et l'Espagne, opérationnel depuis février 2018, qui a été financé par Facebook et Microsoft. Mais, dans ce secteur, l'investisseur principal reste Google. En moins d'une décennie, l'entreprise américaine a porté à son actif des investissements dans 14 câbles sous-marins à travers le monde. Et ses ambitions ne s'arrêtent pas là, puisqu'elle annonçait à l'été 2018 la mise en chantier du câble Dunand, premier système entièrement financé par des fonds privés. Or cette situation de privatisation progressive des câbles n'en est probablement qu'à ses débuts. En effet, avec l'obsolescence prévisible des câbles mis en place dans le courant des années 2000, le poids des géants



du numérique, américains, mais aussi chinois, va nécessairement s'accroître dans les prochaines années. Or les avantages économiques que peut avoir pour eux la mise en service de ces câbles amènent toutefois à réfléchir aux conséquences politiques et géopolitiques de ce processus. La puissance de ces groupes privés s'en trouve de fait confortée, tout en leur permettant d'exploiter les flux de données transitant par ces infrastructures. Différents scénarios sont ainsi envisageables. L'usage de ces câbles pourrait faire l'objet d'un marchandage vis-à-vis des populations comme des États (pour obtenir des avantages économiques ou fiscaux, voire politiques). Ou encore, dans un contexte où le contrôle des flux de données est devenu un enjeu pour les gouvernements, l'existence de ces câbles permettrait à divers acteurs de s'affranchir d'une potentielle supervision étatique. En tout état de cause, l'arrivée de ces acteurs sur le marché des câbles renforce leur rôle sur la scène internationale.

En quelques années, le système câblé mondial s'est donc considérablement complexifié, sans pour le moment que n'émerge une véritable gouvernance mondiale concertée sur cette question. En effet, compte tenu de l'importance économique, politique et sociale que représente la connexion pour un État, pouvons-nous imaginer que des gouvernements et

technique de transit a été considérée comme étant *a priori* « neutre », c'est-à-dire qu'elle ne détermine les routes de transit que selon des facteurs d'efficacité. Néanmoins, l'avantage technologique des États-Unis dans l'espace numérique les place mécaniquement au cœur d'une majorité d'échange de données, puisque les algorithmes de routage vont avoir tendance à privilégier les routes les plus fiables et les plus rapides. Or, depuis les révélations de l'affaire Snowden, la prise de conscience de la surveillance massive réalisée par la NSA a amené de nombreux pays à réagir et à proposer de nouvelles formes de routage qui permettraient de contrôler le transit des données sur des bases territoriales (pour éviter le passage systématique des données par les infrastructures américaines). En Allemagne, cette surveillance numérique et les écoutes dont la dirigeante Angela Merkel a été l'une des victimes ont suscité un grand émoi au sein de l'opinion. Aussi, l'entreprise allemande Deutsche Telekom suggérait-elle, dès l'automne 2013, que se mette en place au niveau européen un « routage Schengen » qui permettrait qu'un message dont l'origine et la destination se trouveraient en Europe ne sorte pas du territoire. Si cette proposition n'a jusqu'à présent pas

Photo ci-dessous :

Sur un mur de Yazd, au centre de l'Iran, en 2016, un graffiti signale un spot internet non censuré à proximité. En novembre 2019, les trois opérateurs internet du pays, directement contrôlés par le régime alors chahuté par d'importantes manifestations, ont pu bloquer, en une journée, la quasi-totalité des connexions vers l'extérieur, sans que le fonctionnement du réseau en interne en soit affecté, ce qui témoigne d'une sophistication du contrôle très élevée, et de l'aspect stratégique des points de routage (connexion physique des réseaux entre eux). (© BalkansCat/Shutterstock)

“ Compte tenu de l'importance économique, politique et sociale que représente la connexion pour un État, pouvons-nous imaginer que des gouvernements et des populations se retrouvent complètement dépendants de partenaires extérieurs, propriétaires des câbles ? ”

des populations se retrouvent complètement dépendants de partenaires extérieurs, propriétaires des câbles ? Pourtant, l'évolution en cours semble suivre cette dynamique. De fait, ces infrastructures sont utilisées comme des instruments de puissance et d'influence par les acteurs qui les mettent en place, que ce soient des groupes privés ou des États.

Le routage des données, cet autre enjeu géopolitique du transit des données

Au-delà des câbles physiques existants, le routage des données apparaît désormais comme un autre enjeu technique au cœur de rivalités internationales. Rappelons qu'un routeur est l'élément intermédiaire qui permet de relier deux ou plusieurs réseaux distincts. Tous les messages qui sont échangés entre deux ordinateurs vont donc être amenés à transiter sous forme de paquets de données sur un ensemble de réseaux via différents routeurs qui les orienteront sur des routes prédéfinies, ou déterminées à partir d'algorithmes de routage. Cette



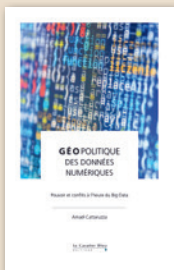
eu de suites, l'entreprise a néanmoins réussi à lancer fin 2014, en coopération avec d'autres fournisseurs internet allemands, une initiative appelée « Email made in Germany », qui promet aux internautes allemands que leurs courriels seront stockés sur le territoire et que tout message transitant entre deux clients de Deutsche Telekom n'aura pas à traverser les frontières nationales. Ces débats européens ne sont que l'illustration d'un questionnement mondial autour des enjeux de routage et de data-localisation. Des débats similaires ont ainsi émergé au Brésil, en Malaisie, en Australie ou en Corée du Sud, entre autres. Bien avant, des pays comme la Chine, la Russie ou l'Iran avaient réfléchi à des mesures techniques permettant de mettre en place des routages nationaux et de contrôler de manière plus ou moins affirmée leurs échanges de données avec le monde extérieur.





Pour aller plus loin

• Amaël Cattaruzza, *Géopolitique des données numériques, Pouvoir et conflits à l'heure du Big Data*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2019.



• « Les câbles sous-marins, infrastructures maritimes au cœur des communications mondiales », entretien avec Camille Morel, *Les Grands Dossiers de Diplomatie* n° 55, février 2020, p. 53.

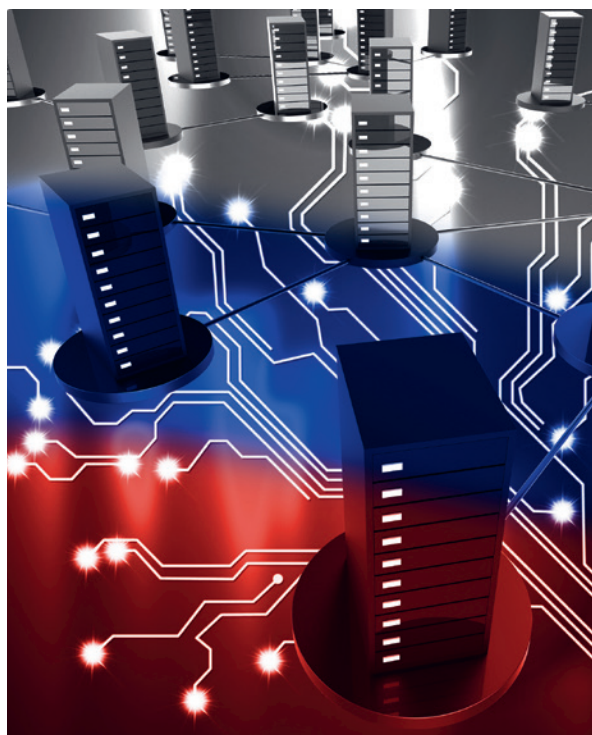


Photo ci-contre :

La Russie s'est lancée depuis 2015 dans la construction de méga-data centers en Sibérie. Au-delà des ambitions de contrôle interne et de souveraineté nationale sur les données de ses ressortissants, Moscou espère développer ainsi un certain *soft power* numérique, susceptible d'amener d'autres pays — Chine, républiques d'Asie centrale — à lui confier ses données. (© Stuart Miles/Shutterstock)

Russie, Chine et enjeux géopolitiques des infrastructures et des normes numériques

L'investissement dans les infrastructures du numérique (*hardware*) est aujourd'hui un enjeu de puissance sur la scène internationale. Les politiques industrielles de la Russie comme de la Chine illustrent bien ce constat. En Russie, d'importants financements ont été alloués depuis 2015 à la construction de méga *data centers* en Sibérie, qui viendront à terme compléter l'arsenal de centres plus modestes existants, souvent localisés près des agglomérations le long de la dorsale internet qui traverse le pays de Saint-Petersbourg à Vladivostok en suivant le tracé du Transsibérien (3). Ces investissements font suite à une loi adoptée par la Douma en juillet 2014 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, qui oblige les entreprises du numérique, quelle que soit leur nationalité, à stocker sur le territoire russe toute donnée concernant les citoyens de la Fédération. Cette loi illustre la vision stato-centrée et territorialisée que la Russie a du numérique et de la notion de souveraineté numérique (4). Plusieurs objectifs, à la fois internes et externes, peuvent être



décélés dans cette politique de développement régional. De fait, il ne s'agit pas seulement de promouvoir une région désertée, mais de mettre en place une vision stratégique et économique de long terme. En effet, sur le plan interne, ces *data centers* permettront de conserver sur le territoire national des données dont le traitement est une manne économique pour les acteurs privés russes (notamment pour les entreprises du secteur du *big data* et de l'intelligence artificielle). Sur le plan externe, ces infrastructures donneront à la Russie la possibilité d'étendre son influence continentale sur les pays environnants, en particulier vis-à-vis de la Chine et de l'Asie centrale, qui pourraient profiter, à moyen terme, de ces capacités de stockage en Sibérie pour y délocaliser une partie de leurs données.

De son côté, la Chine, dans le cadre de l'initiative *One Belt, One*

Road, a développé un projet de route de la soie numérique. D'importants investissements sont prévus en Asie, au Moyen-Orient, dans les Balkans ou encore en Afrique pour augmenter les capacités numériques de ces régions et y favoriser l'implantation durable des entreprises chinoises (Huawei, ZTE, Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi). C'est un moyen de promouvoir les technologies chinoises dans divers secteurs clés, comme celui des *smart cities*, dans lequel le pays se projette comme l'un des leaders mondiaux. Dans le même temps, la Chine a beaucoup investi dans la recherche autour de nouveaux standards tech-

“ L'Europe est ici en porte-à-faux entre les industriels chinois et l'administration américaine, qui pousse par différents moyens (dissuasion, pression économique et politique, etc.) les États européens à écarter les propositions des acteurs asiatiques. ”

niques. Cela est particulièrement visible dans le domaine des technologies 5G, dans lesquelles elle a pris une large avance grâce à l'une de ses entreprises phares : Huawei. Les technologies 5G, qui se traduiront par une augmentation considérable des vitesses de transfert de données et une réduction drastique des temps de latence, s'annoncent comme essentielles dans le développement de l'Internet des objets. Or Huawei se place aujourd'hui en première position dans la recherche et l'implémentation de ces nouvelles technologies, au grand dam des États-Unis, qui cherchent par tous les moyens à limiter l'influence chinoise dans ce secteur. L'Europe est ici en porte-à-faux entre les industriels chinois et l'administration américaine, qui pousse par différents moyens (dissuasion, pression économique et politique, etc.) les États européens à écarter les propositions des acteurs asiatiques. Évidemment, les enjeux ne sont pas ici que techniques, ou économiques. Ils sont également géopolitiques et stratégiques.

Amaël Cattaruzza

Notes

- (1) Voir sur cette question le texte de Camille Morel, « Les câbles sous-marins : un bien commun mondial ? », *Études*, 2017/3, p. 19-28.
- (2) Voir sur cette question l'entretien avec Frédéric Douzet réalisé par Michaël Szadkowski, *Le Monde*, 20 novembre 2019 (https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/11/20/internet-coupe-en-iran-le-niveau-de-sophistication-de-ce-blocage-est-une-premiere_6019883_4408996.html).
- (3) Voir sur ces questions l'ouvrage de Kevin Limonier, *Ru.net. Géopolitique du cyberspace russophone*, Éditions l'Inventaire, coll. « Les carnets de l'Observatoire », 2018.
- (4) Lire aussi : Marie-Gabrielle Bertran et Kevin Limonier, « Russie : vers un Internet souverain ? », *Diplomatie*, n° 101, novembre-décembre 2019 [NdlR].

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** (6 n°/an)
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales



OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

☐ France métrop. 75 € ☐ DOM/TOM/Europe 105 € ☐ Reste du monde 135 €

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS

☐ France métrop. 140 € ☐ DOM/TOM/Europe 200 € ☐ Reste du monde 260 €

Offres valables jusqu'au 31/05/2020 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

☐ M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Téléphone

E-mail

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

☐ chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

☐ par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____

Date d'expiration ____/____

Cryptogramme ____

(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.areion24.news